



Distribution: générale

WFP/EB.1/2016/14

Date: 17 juin 2016

Original: anglais

Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM
(<http://executiveboard.wfp.org>).

Résumé des travaux de la première session ordinaire de 2016 du Conseil d'administration

Table des matières

	<i>page</i>
Questions stratégiques actuelles et futures	
2016/EB.1/1 Introduction liminaire de la Directrice exécutive	3
Questions de politique générale	
2016/EB.1/2 Examen à mi-parcours du Plan stratégique du PAM pour 2014–2017	5
2016/EB.1/3 Plan d'action concernant la problématique hommes-femmes	6
2016/EB.1/4 Déclaration relative à l'appétence pour le risque	6
Point sur la feuille de route intégrée pour le Plan stratégique pour 2017-2021, l'approche de la planification stratégique par pays et l'examen du cadre de financement	7
Portefeuille d'activités dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale	8
2016/EB.1/5 Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités dans l'État de Palestine (2011-mi 2015) et réponse de la direction	8
2016/EB.1/6 Programmes de pays — Tadjikistan 200813 (2016–2020)	9
Portefeuille d'activités dans la région Asie et Pacifique	9
2016/EB.1/7 Programmes de pays — Indonésie 200914 (2016–2020)	10
2016/EB.1/8 Augmentations budgétaires pour des activités de développement — Programme de pays Cambodge 200202	11
Portefeuille d'activités dans la région Afrique de l'Ouest	11
2016/EB.1/9 Programmes de pays — Guinée-Bissau 200846 (2016–2020)	12
Région Afrique australe: tour d'horizon régional	12
Région Afrique de l'Est et Afrique centrale: tour d'horizon régional	13
Région Amérique latine et Caraïbes: tour d'horizon régional	13

	<i>page</i>
Questions d'administration et de gestion	14
2016/EB.1/10 Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM	14
Annexe I Décisions et recommandations	15
Annexe II Ordre du jour provisoire	18

Questions stratégiques actuelles et futures

Remarques liminaires de la Directrice exécutive (2016/EB.1/1)

1. La Directrice exécutive a mis en avant les engagements collectifs sans précédent pris récemment à l'échelle mondiale, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris COP21. Elle a réaffirmé la nécessité d'une action humanitaire et de développement pluriannuelle à la fois concertée et ciblée, pour faire face aux graves problèmes humanitaires qui se posaient, dans un monde où 1,5 milliard de personnes étaient touchées par des conflits et l'insécurité, 800 millions de personnes souffraient de la faim et 70 pour cent de la population mondiale n'avait aucune protection sociale.
2. Le prochain Sommet mondial sur l'action humanitaire offrait une occasion unique de mettre un terme aux conflits, d'atténuer les souffrances et de réduire la vulnérabilité. Le PAM devait se concentrer sur ses avantages comparatifs. Les partenariats étaient essentiels pour obtenir des résultats collectifs, et le PAM avait beaucoup à offrir dans ce domaine: sa grande expérience du terrain, jusque dans les endroits les plus reculés, qui le mettait en contact avec les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables au monde; la capacité de travailler à grande échelle; la fourniture de services conjoints; la puissance d'un organisateur et d'un partenaire; la capacité d'allier rapidité et flexibilité pour répondre à l'évolution des besoins – ainsi qu'un personnel très dévoué et innovant.
3. La Directrice exécutive a salué l'appel du Groupe de haut niveau sur le financement de l'action humanitaire à améliorer l'assistance dans le cadre de sa "grande entente" (*Grand Bargain*) entre gouvernements et donateurs œuvrant en faveur de l'efficacité collaborative et du renforcement du rôle des premiers intervenants nationaux. Pour veiller à ce que les processus du PAM concordent pleinement avec cette nouvelle approche, le nouveau Plan stratégique et la réorientation des processus institutionnels – y compris la réforme du cadre de financement – fourniraient une "ligne de visée" unique associant stratégie, programmation, planification, et budgétisation et performance.
4. La Directrice exécutive a présenté une vue d'ensemble des principales menaces qui pesaient sur la sécurité alimentaire dans le monde, notamment: l'impact d'El Niño; les situations d'urgence de niveau 3 liées aux conflits en Iraq, en République arabe syrienne, au Soudan du Sud et au Yémen, où les besoins de 50 millions de personnes ne pouvaient pas être pleinement satisfaits; et les effets de la baisse des prix mondiaux des produits de base sur l'emploi et la croissance économique, ce qui se répercuterait inévitablement sur la sécurité alimentaire.
5. L'ampleur des contributions annoncées à l'issue de la conférence de soutien à la Syrie et à la région organisée à Londres – et notamment le soutien extraordinaire apporté par l'Allemagne au PAM –, permettrait de continuer de venir en aide à la population syrienne démunie. Un nouveau projet d'alimentation scolaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance visait à ramener les enfants syriens à l'école, et un partenariat entre le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres instances mettait en avant de nouveaux moyens de subsistance.
6. La Directrice exécutive a souligné combien il importait de décentraliser les responsabilités pour favoriser la prise en compte généralisée de la problématique hommes-femmes, notamment en étendant le Réseau de suivi des résultats en matière d'égalité des sexes, afin d'améliorer la situation à l'échelle des pays. Le PAM était déterminé à rester en première ligne dans les domaines de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.
7. En conclusion, la Directrice exécutive a insisté sur le fait qu'il fallait de toute urgence répondre aux besoins humanitaires mondiaux.
8. L'invité d'honneur, M. David Nabarro, Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Programme 2030, a félicité le PAM, au nom du Secrétaire général, du travail accompli pour réaliser l'objectif Faim zéro. M. Nabarro a indiqué que le Programme 2030, centré sur l'être humain, fondé sur les droits et soucieux de la planète, nécessitait que tous les acteurs s'adaptent pour faire prévaloir les principes ci-après: i) l'universalité, consistant à ne laisser personne de côté; ii) l'indivisibilité, qui comblerait la fracture actuelle entre les approches de l'action

humanitaire et du développement; et iii) l'appui à l'équité, à la résilience et à la responsabilité mutuelle. Les objectifs de développement durable (ODD) étaient interdépendants et les organisations devaient s'attacher à les accomplir tous, tout en répartissant clairement les responsabilités et l'obligation redditionnelle de chacun. Tous les États membres étaient responsables de la réalisation des ODD; des partenariats associant le secteur public, le secteur privé et les acteurs gouvernementaux seraient indispensables pour mettre en œuvre les prescriptions du Programme 2030 et donner suite aux décisions adoptées lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire.

9. M. Erastus Mwencha, Vice-Président de la Commission de l'Union africaine, a évoqué les gros efforts faits par l'Union africaine pour instaurer une situation pérenne sur les plans de la sécurité alimentaire et de la nutrition à la faveur du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques. Il a félicité le personnel du PAM à l'œuvre dans le cadre de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest et lui a rendu hommage.
10. Le Conseil a chaleureusement salué les interventions de la Directrice exécutive, de M. Nabarro et de M. Mwencha, et les a remerciés pour leurs observations. El Niño ayant réduit la production alimentaire dans une proportion pouvant aller jusqu'à 30 pour cent dans certaines zones, les membres du Conseil ont instamment demandé au PAM de prendre la tête des efforts déployés pour maintenir la sécurité alimentaire et la nutrition et aider les pays à réduire au minimum les pertes après récolte, ce qui pourrait considérablement améliorer la disponibilité alimentaire. Les membres du Conseil ont reconnu qu'il était nécessaire de travailler en conformité avec les ODD et les textes issus du Sommet mondial sur l'action humanitaire: améliorer les systèmes d'alerte rapide était certes pressant, mais il fallait aussi trouver des solutions politiques à long terme aux problèmes sous-tendant l'insécurité alimentaire.
11. Le Conseil a approuvé les principes énoncés dans le Plan stratégique consistant à mettre l'accent sur les interventions menées à l'échelon local et à "ne laisser personne de côté", et il a appelé l'attention sur le fait qu'il fallait travailler dans la transparence, conformément aux principes humanitaires reconnus. La nécessité d'améliorer encore l'efficacité et de réduire les coûts a été pleinement reconnue. Comme premières réponses aux défis des 25 années à venir, les membres du Conseil ont proposé d'élargir la base des donateurs et de s'employer avec eux à maximiser la proportion de financements pluriannuels souples. Certains membres ont estimé que le PAM devait mieux faire connaître son action pour veiller à ce qu'elle soit davantage reconnue, et ils ont demandé que les retombées indirectes en soient répertoriées et évaluées.
12. Les membres du Conseil ont pris acte des succès obtenus par le PAM, tout en faisant observer que les problèmes associés aux déplacements augmentaient de façon alarmante. À cet égard, les recommandations du Groupe de haut niveau sur le financement de l'action humanitaire étaient importantes, s'agissant notamment de l'ouverture à tous et de l'obligation redditionnelle.
13. Certains membres du Conseil ont demandé comment l'ODD 16 pouvait être convenablement réalisé dans les États fragiles et sur fond de schémas de croissance non partagée. Les membres ont également demandé des précisions sur les moyens de trouver un équilibre entre l'utilisation de combustibles fossiles fournissant une énergie bon marché et les prescriptions des ODD liées au changement climatique, et ils ont souhaité savoir dans quelle mesure les ODD tenaient compte de la croissance démographique.
14. Le Conseil a reconnu qu'il fallait établir des partenariats internationaux collectifs et harmonisés pour lutter contre la faim, les problèmes liés à la malnutrition, la pauvreté et les déplacements, conformément aux ODD et aux textes issus du Sommet mondial sur l'action humanitaire; tous les pays devaient œuvrer dans ce sens en promouvant l'accès à l'aide humanitaire et le respect des droits de l'homme. Le Conseil s'est félicité des dons alloués lors de la conférence d'appui à la Syrie et à la région, qui permettraient aux personnes déplacées de garder l'espoir de connaître un avenir plus sûr. Compte tenu de la situation, il apparaissait indispensable d'opter pour un paradigme de financement proactif, d'investir dans les capacités nationales et d'agir pour rapprocher l'action humanitaire et le développement. Certains membres du Conseil ont préconisé de tirer davantage parti de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, ainsi que des programmes de type monétaire pour donner corps au Programme 2030.

15. Le Conseil a approuvé avec vigueur la nouvelle politique relative à la problématique hommes-femmes ainsi que son Plan d'action, notamment s'agissant de prévenir la violence et d'améliorer la nutrition. Le dévouement et le courage du personnel du PAM qui travaille dans des endroits dangereux ont été unanimement salués.
16. M. Nabarro a remercié le Conseil pour ses observations et insisté sur l'importance de dirigeants démocratiques forts, tout en reconnaissant que la réalisation des ODD exigerait de faire des choix difficiles. Les organismes des Nations Unies, les donateurs et les gouvernements devraient élaborer de nouvelles méthodes de travail. Les gouvernements devaient se donner comme priorité d'assister au Sommet mondial sur l'action humanitaire, à Istanbul, afin que les principes humanitaires se voient accorder l'attention qu'ils méritent.
17. La Directrice exécutive a remercié le Conseil de son soutien, et MM. Nabarro et Mwencha de leur présence. Elle a reconnu l'importance du financement pour parvenir à dépasser le clivage entre l'action humanitaire et le développement, la difficulté qu'il y avait à mesurer les retombées indirectes de l'action du PAM, et l'importance d'innover et de communiquer au sujet du travail du PAM.

Questions de politique générale

Examen à mi-parcours du Plan stratégique du PAM pour 2014–2017 (2016/EB.1/2) (*pour examen*)

18. La consultante extérieure a présenté son examen, dont le calendrier avait été anticipé d'un an pour que ses conclusions puissent être prises en compte lors de l'élaboration du prochain Plan stratégique. Les renseignements communiqués en retour lors d'une consultation informelle en décembre 2015 avaient été pris en compte dans le rapport, de même que des observations faites lors d'un déplacement en Ouganda pour observer les opérations du PAM sur le terrain.
19. Le Conseil a salué l'examen réalisé, et félicité le PAM pour ses constatations positives, concernant notamment l'obligation de rendre des comptes aux bénéficiaires, l'utilisation accrue des transferts de type monétaire et d'autres modalités nouvelles, la proportion croissante de produits alimentaires achetés sur les marchés locaux et régionaux, la réorientation du PAM du rôle d'exécutant à celui de catalyseur, les progrès accomplis en matière de nutrition, et la mise en place de plateformes et de services communs pour les organismes des Nations Unies et les partenaires.
20. Des membres ont fait observer que les recommandations issues de l'examen, bien que globalement utiles, seraient difficiles à appliquer, et ils attendaient avec intérêt d'obtenir des orientations supplémentaires, dans d'autres documents, dans les mois à venir. Il fallait en particulier préciser le rôle du Plan stratégique et l'interaction entre les divers buts et objectifs en matière d'action humanitaire et de développement. Il importerait également de déterminer dans quelle mesure le passage des objectifs du Millénaire pour le développement aux ODD influencerait sur le travail du PAM. L'examen laissant apparaître de meilleurs résultats dans le domaine des interventions d'urgence que dans celui du développement, le PAM devait mettre l'accent sur les activités de développement qui réduiraient la nécessité de lancer à l'avenir des interventions d'urgence.
21. L'examen ayant fait apparaître que le modèle actuel de financement du PAM n'était pas viable, les membres ont insisté pour que soient envisagées plus avant des options de financement souples, et encouragé le Secrétariat à exploiter les possibilités apparues dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et grâce à l'engagement du secteur privé et au nombre croissant de pays à revenu intermédiaire. Le Secrétariat devait continuer de bien définir le double mandat du PAM, ses avantages comparatifs et son rôle de prestataire de services communs, et de les faire mieux connaître au public, notamment son rôle et ses atouts en matière de logistique humanitaire. Pour augmenter les ressources, il conviendrait de présenter des indicateurs solides, d'améliorer la communication des résultats – en soulignant les liens existant entre le financement, les résultats et les bénéficiaires indirects – et de rendre compte de l'utilisation des fonds de manière plus transparente.
22. Le Secrétariat a pris note de ces observations, qui seraient étudiées lors de consultations en 2016, dans le cadre de l'élaboration du nouveau Plan stratégique.

Plan d'action concernant la problématique hommes-femmes (2016/EB.1/3) (pour examen)

23. Le Secrétariat a présenté le Plan d'action concernant la problématique hommes-femmes, qui traduisait les objectifs de la nouvelle politique dans ce domaine en actions mesurables et transformatrices à tous les niveaux du PAM, en confiant à tous les membres du personnel la tâche de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Le Plan d'action avait été élaboré en consultation avec les bureaux du PAM tout autour du monde. Pour s'assurer que le PAM s'employait activement à fixer des objectifs relatifs à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, et que ces efforts s'étendaient aux bureaux régionaux et aux bureaux de pays, la Directrice du Bureau chargé de la prise en compte de la problématique hommes-femmes rendait désormais compte à la Directrice exécutive, par l'intermédiaire du Chef de cabinet.
24. Faisant observer qu'il était essentiel de résoudre les problèmes d'inégalité entre les sexes pour parvenir à éliminer la faim dans le monde, le Conseil a salué le Plan d'action. Ses membres ont constaté avec satisfaction que ce plan avait une approche à deux niveaux, le premier étant centré sur la programmation d'activités sur le terrain, et le second sur les changements organisationnels nécessaires au PAM. Le Conseil a souligné l'importance du contrôle et de la reddition de comptes au plus haut niveau, et il a instamment prié le Secrétariat de veiller à ce que le Plan d'action, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes soient des composantes solides du nouveau Plan stratégique, du Cadre de résultats institutionnels et des plans stratégiques de pays.
25. Les membres du Conseil ont redit qu'il fallait recueillir et analyser des données de qualité, notamment des constatations qualitatives. Ils se sont félicités de l'importance accordée à la responsabilité à l'égard des populations touchées et de l'intégration de la lutte contre les violences sexistes dans toutes les activités des programmes du PAM; les systèmes communautaires joueraient un rôle essentiel à cet égard.
26. Répondant aux questions du Conseil, la Directrice du Bureau chargé de la prise en compte de la problématique hommes-femmes a expliqué que chaque bureau régional définirait et mettrait en œuvre ses propres mesures et indicateurs liés au Plan d'action, et en assurerait le suivi dans le cadre d'une stratégie régionale en matière de problématique hommes-femmes, conformément à ce que prévoit le Plan d'action au niveau institutionnel. Les activités liées à la problématique hommes-femmes étaient en partie appuyées par le budget administratif et d'appui aux programmes et des fonds d'affectation spéciale; toute contribution des donateurs accélérerait la mise en œuvre du Plan d'action, en permettant notamment la nomination d'un conseiller régional dans ce domaine pour chaque bureau régional.
27. Le Chef de cabinet a assuré au Conseil que le Groupe de haut niveau chargé de la gestion assurerait le suivi de l'exécution du Plan d'action pour veiller à ce que ses dispositions soient respectées. Le Secrétariat rendrait compte au Conseil des progrès accomplis à chaque session annuelle; le Rapport annuel sur les résultats présenterait également les progrès réalisés dans la prise en compte de la problématique hommes-femmes.
28. La Directrice exécutive a réaffirmé le ferme engagement du PAM en faveur de l'égalité des sexes.

Déclaration relative à l'appétence pour le risque (2016/EB.1/4) (pour examen)

29. Le Secrétariat a noté que la Déclaration relative à l'appétence pour le risque s'inscrivait dans le système de contrôle interne du PAM et servait à garantir la reddition de comptes correspondant aux divers seuils de risque fixés.
30. Le Conseil s'est félicité de l'approche adoptée par le PAM vis-à-vis de l'appétence pour le risque. Il a instamment prié le PAM d'assurer des formations et de fournir des orientations plus claires sur les seuils de risque, et de revoir la base de données probantes et les mécanismes en place pour permettre un suivi régulier et la mesure des risques. Les membres du Conseil ont demandé des éclaircissements sur les compromis éventuels à faire entre les différents niveaux d'appétence au risque, et des explications sur les risques pris en compte lors de l'abaissement des niveaux d'intervention en cas de crise. Certains membres ont recommandé au Secrétariat

d'envisager de nouvelles approches pour gérer le risque inhérent au fait que le PAM était tributaire de contributions volontaires. Le Conseil a noté avec satisfaction que d'autres organismes des Nations Unies avaient reconnu les compétences spécialisées du PAM en matière de gestion des risques et sollicité son appui pour élaborer leurs propres dispositifs.

31. Le Secrétariat s'est félicité des observations du Conseil, tout en faisant observer combien il était difficile d'établir des seuils de risque dans les contextes opérationnels; la question des compromis éventuels serait examinée et il en serait rendu compte au Conseil. Le Secrétariat a précisé que les membres du Comité permanent interorganisations s'étaient accordés sur les critères d'abaissement des niveaux d'intervention. Il a également indiqué que certaines décisions relatives aux risques étaient inévitablement subjectives et prises en fonction du contexte, comme celles concernant la suspension des opérations et le déploiement de membres du personnel dans des zones dangereuses.

Point sur la feuille de route intégrée pour le Plan stratégique pour 2017–2021, l'approche de la planification stratégique par pays et l'examen du cadre de financement (*pour information*)

32. La feuille de route du Secrétariat englobait l'élaboration du nouveau Plan stratégique et du Cadre de résultats institutionnels associé, un nouveau cadre de planification et de budgétisation, et l'approche de la planification stratégique par pays. Elle avait été examinée en janvier, lors d'une consultation informelle, et les propositions devaient être présentées au Conseil pour approbation à sa deuxième session ordinaire, en novembre.
33. Les ODD jettent les bases de la nouvelle planification stratégique du PAM, qui devait regrouper tous les processus institutionnels et conférer une "ligne de visée" unique pour la stratégie, la programmation, la planification, ainsi que la budgétisation et la performance. En fusionnant le Cadre de résultats stratégiques et le Cadre de résultats de gestion au sein d'un cadre de résultats institutionnels, et en concevant les trois autres processus en même temps, le PAM serait mieux à même de préciser les liens entre l'utilisation des ressources et les résultats; de faire la soudure entre l'action d'urgence et les activités de développement; de disposer d'un seul ensemble de processus pour l'établissement des rapports et des budgets, la gestion des résultats, etc.; et d'œuvrer de façon cohérente avec ses partenaires des Nations Unies. Le Secrétariat s'inspirait de processus de regroupement similaires entrepris dans d'autres organismes des Nations Unies. Le PAM resterait financé par des contributions volontaires, en maintenant le principe de recouvrement intégral des coûts et le suivi des dépenses et des contributions individuelles, mais le nouveau cadre de financement et la nouvelle approche de la planification nécessiteraient d'apporter d'importantes modifications à la gouvernance.
34. Le Conseil s'est félicité de cette occasion d'améliorer la cohérence, l'efficacité et l'efficience au sein du PAM et au-delà, et a souligné l'importance d'une planification souple qui intègre de nouveaux apprentissages et s'adapte à l'évolution de la situation. Les membres ont instamment demandé au Secrétariat d'adapter les indicateurs de performance du PAM aux ODD, et de veiller à ce que les plans stratégiques de pays concordent pleinement avec ces objectifs et avec les plans visant à obtenir des résultats au niveau des pays.
35. Le Secrétariat a ajouté que les résultats du Sommet mondial sur l'action humanitaire, qui aurait lieu en mai, seraient pris en compte dans les prochaines versions du projet de Plan stratégique. La feuille de route était un document évolutif qui serait adapté compte tenu des besoins du Conseil et du Secrétariat; un nouveau projet englobant les toutes dernières observations du Conseil serait présenté lors d'une prochaine consultation informelle. Les buts et objectifs du PAM se dégageraient des discussions. Les plans stratégiques de pays du PAM seraient rapprochés des Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), qui étaient en train d'être adaptés aux ODD et qui comporteraient des aspects liés à l'action humanitaire et d'autres liés au développement, notamment des activités d'atténuation des catastrophes et d'intervention.

Portefeuille d'activités dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale

36. Le Directeur régional a relevé que sur les 87 millions de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire dans le monde, 44 millions se trouvaient dans cette région. En 2016, le principal problème pour le PAM restait l'accès. Le PAM avait été dans l'incapacité de parvenir jusqu'à certains lieux en Iraq, en République arabe syrienne, dans l'Est de l'Ukraine et au Yémen; de nombreuses personnes parmi les plus démunies s'étaient de ce fait trouvées privées d'une alimentation adéquate pendant des semaines. Le PAM continuait d'appuyer les opérations menées en Libye à partir de la Tunisie. Il estimait qu'un accès ponctuel ou négocié n'était pas suffisant: l'accès devait être autorisé sans conditions et il devait pouvoir évaluer les besoins, apporter une assistance alimentaire et en assurer le suivi en permanence.
37. L'appui de la communauté internationale était crucial pour fournir les ressources nécessaires, plaider en faveur d'un accès illimité des secours humanitaires et rechercher une solution politique à la crise. Une filière solide d'approvisionnement en vivres était nécessaire afin de permettre au PAM d'intervenir pendant les brèves périodes propices qui se présentaient pour venir en aide aux plus vulnérables dans les zones assiégées.
38. Dans la région, le PAM luttait contre l'insécurité alimentaire en tenant compte de la problématique hommes-femmes. Les ménages dirigés par des femmes étaient plus exposés à l'insécurité alimentaire, et leur nombre augmentant avec les conflits, il était plus urgent que jamais que le PAM améliore la situation des femmes et les aide à renforcer leur résilience et à éviter les stratégies de survie préjudiciables. Le PAM entendait s'atteler aux problèmes liés à la protection, notamment la violence sexiste.
39. Les problèmes exceptionnels existant dans la région menaient à des crises internationales et à des conflits de longue durée, certains même oubliés; le Yémen était un cas particulièrement représentatif. Une assistance était nécessaire de toute urgence pour sauver des vies, préserver les perspectives d'avenir et redonner espoir. Le PAM ne pouvait que faire face aux conséquences des conflits; une solution politique nécessitait l'implication de la communauté internationale.
40. Le Directeur régional a exprimé sa gratitude pour les dons reçus, notamment le don très généreux récemment alloué par l'Allemagne pour faire face à la crise syrienne.

Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités dans l'État de Palestine (2011-mi-2015) et réponse de la direction (2016/EB.1/5) (pour examen)

41. La Directrice du Bureau de l'évaluation a mis en évidence les principaux points à retenir de l'évaluation: les activités en faveur de la résilience étaient certes généralement adaptées aux moyens d'existence en Palestine, mais le PAM devait effectuer des analyses plus minutieuses et faire preuve de pragmatisme; il lui fallait notamment mieux analyser les risques et la faisabilité s'agissant des contributions qu'il était susceptible d'apporter dans le contexte très restreint des moyens d'existence palestiniens. Le PAM devrait améliorer la mise en œuvre et l'utilisation de l'analyse des coûts et du suivi des dépenses, pour mettre en évidence le bon rapport coût-efficacité des activités et des modalités.
42. Le Conseil a salué cette première évaluation du portefeuille du PAM dans l'État de Palestine, en soulignant les bons résultats concernant l'assistance alimentaire générale, le développement des capacités des institutions palestiniennes, l'intégration de l'assistance du PAM dans les systèmes nationaux de protection sociale, la coopération avec les partenaires, et l'usage des transferts de type monétaire, qui a servi de modèle pour des activités similaires du PAM dans d'autres pays de la région. Le système de suivi de qualité utilisé pour l'assistance alimentaire générale et le système de bons électroniques facilitaient l'identification des bénéficiaires et fournissaient des données factuelles utiles à l'apprentissage, au renforcement des interventions et à l'amélioration de l'analyse de l'efficacité.
43. Soulignant que l'insécurité alimentaire dans l'État de Palestine n'était pas tant due au manque de terres et de ressources en eau qu'à l'accès restreint à celles-ci, les membres du Conseil ont accepté que soit reformulée la réponse de la direction à la recommandation 1, mais certains ont

estimé qu'il fallait s'attaquer plus vigoureusement aux causes profondes de la faim. D'autres membres ont souligné l'importance de la neutralité du PAM. La conception du prochain portefeuille de pays devrait mettre l'accent sur les avantages comparatifs du PAM et sur la collaboration avec des partenaires pour protéger les moyens d'existence.

44. La Directrice du Bureau de l'évaluation a ajouté que dans l'évaluation, il était recommandé de protéger les moyens d'existence, car du fait du contexte, il était impossible d'en créer de nouveaux. Le rapport d'évaluation complet comportait des informations plus détaillées sur la concordance du portefeuille avec les principes humanitaires.
45. En réponse aux questions, la Directrice de pays a fait savoir que la FAO et d'autres partenaires appuyaient les petits exploitants et les pêcheurs; que le PAM avait injecté quelque 170 millions de dollars dans l'économie sous la forme d'achats de produits alimentaires et de transferts de type monétaire; et que le bureau de pays organisait une campagne de sensibilisation à la nutrition qui porterait également des fruits dans le domaine de la problématique hommes-femmes.

Programmes de pays — Tadjikistan 200813 (2016–2020) (2016/EB.1/6) (pour approbation)

46. Le Conseil a noté que le programme de pays Tadjikistan 200813 serait mis en œuvre à un moment où les envois de fonds provenant de l'étranger déclinaient, tout comme la production végétale, et que le PAM assurait le développement des capacités, élaborait des modèles de nutrition et promouvait l'autonomisation des femmes aux fins de transférer les responsabilités au Gouvernement. Les membres du Conseil ont approuvé la concordance avec les plans nationaux et fait observer qu'il convenait d'accorder une attention pleine et entière à l'ODD 2.
47. Certains membres ont suggéré que le Tadjikistan pourrait mieux exploiter sa production ovine, afin d'obtenir des moyens d'existence durables associés au commerce de la laine et d'utiliser la viande pour diversifier le régime alimentaire de la population; le pays devrait également s'employer à augmenter la production de farine de blé, à réduire les pertes après récolte, à améliorer l'irrigation et à obtenir des intrants, tels que des variétés de cultures à haut rendement. Le développement des capacités devrait être centré sur l'autosuffisance, la sécurité alimentaire et la résilience, en partenariat avec la FAO et d'autres organisations.
48. Selon certains membres du Conseil, la forte croissance démographique et le retour de nombreux soutiens économiques de l'étranger devaient être pris en compte avant de procéder au transfert des responsabilités; il convenait de se pencher sur les effets de la dévaluation de la monnaie et du déclin des envois de fonds. Le Conseil s'est félicité de la place accordée dans le programme de pays 200813 à la problématique hommes-femmes, ce qui contribuerait à la sécurité alimentaire.
49. Le Secrétariat a remercié le Conseil de son soutien et est convenu qu'il faudrait augmenter les disponibilités alimentaires dans le pays en vue d'améliorer les résultats obtenus sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Dans le cadre de la composante relative à la résilience, des travaux étaient en cours pour améliorer l'irrigation et réduire au minimum les pertes après récolte, et des semis de variétés de cultures appropriées étaient fournis. Les questions liées à la croissance économique et démographique étaient déjà à l'examen.
50. Le Vice-Ministre de la santé et de la protection sociale du Tadjikistan a remercié le PAM pour le travail accompli dans son pays et réaffirmé le plein engagement de son Gouvernement en faveur du programme de pays.

Portefeuille d'activités dans la région Asie et Pacifique

51. Le Directeur régional a brièvement décrit le travail effectué par le PAM pour relever les défis qui se posent dans la région. Des examens stratégiques, destinés à orienter la conception des programmes, avaient été menés à bien pour le Cambodge, l'Inde et l'Indonésie; d'autres étaient en cours de réalisation au Bangladesh et en République démocratique populaire lao; et d'autres enfin venaient de débiter au Pakistan, aux Philippines et au Timor-Leste. Le travail du bureau régional continuait de reposer sur les piliers stratégiques ci-après: renforcer la nutrition;

consolider les systèmes nationaux de protection sociale; renforcer la résilience; et améliorer la préparation aux situations d'urgence.

52. Le Directeur régional a rendu compte au Conseil des six interventions prolongées de secours et de redressement menées dans des pays de la région, à savoir: i) en Afghanistan, où malgré l'insécurité croissante, le PAM parvenait à mener des activités de développement des capacités; ii) au Pakistan, où le PAM appuyait le processus de réinstallation dans les zones tribales sous administration fédérale et recherchait les fonds nécessaires pour couvrir les coûts associés aux dons de blé du Gouvernement; iii) au Myanmar, où le PAM venait en aide aux victimes d'inondations et aux personnes déplacées principalement au moyen de transferts de type monétaire, et planifiait le retour des personnes se trouvant en Thaïlande; iv) au Népal, où des groupes touchés par le séisme bénéficiaient d'un soutien; v) en République populaire démocratique de Corée, où le financement des opérations du PAM posait problème; et vi) aux Philippines, où les communautés vulnérables de Mindanao recevaient un soutien.
53. Les effets d'El Niño se faisaient sentir dans l'ensemble de la région, y compris en Indonésie, aux Philippines, au Timor-Leste et dans le Pacifique. La situation en Papouasie-Nouvelle-Guinée était particulièrement préoccupante; le PAM avait envoyé sur place une équipe d'assistance technique pour appuyer les interventions nationales.
54. Le PAM travaillait avec un large éventail de partenaires et de parties prenantes régionaux pour préparer des messages communs en vue du Sommet mondial sur l'action humanitaire; il préconisait de renforcer la préparation aux catastrophes, de prendre des mesures dans le domaine de la problématique hommes-femmes, et de dépasser le clivage entre l'action humanitaire et le développement.
55. Le Conseil a remercié le Directeur régional, qui a répondu aux questions des membres en décrivant plus avant le processus d'examen stratégique.

Programmes de pays — Indonésie 200914 (2016–2020) (2016/EB.1/7) (pour approbation)

56. La Directrice de pays a présenté le programme de pays, qui avait été conçu en collaboration avec le Gouvernement pour appuyer ses programmes de sécurité alimentaire, de nutrition et de gestion des catastrophes. Pour la première fois, il n'y aurait aucune distribution de vivres, sauf si une catastrophe de niveau 3 exigeait une assistance internationale. Le programme de pays se concentrerait plutôt sur le conseil en matière de politiques, le développement des capacités et le partage des connaissances.
57. Le Conseil s'est félicité du caractère innovant du programme de pays 200914 placé sous la houlette du Gouvernement, de l'accent mis sur l'appui en matière de politiques et l'appui logistique, et de sa concordance avec le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement, les ODD et les Objectifs stratégiques du PAM. Les membres du Conseil ont approuvé la priorité accordée à la lutte contre les inégalités entre les sexes et au ciblage des groupes vulnérables fondé sur des éléments probants. Certains membres ont demandé des renseignements sur la répartition des responsabilités avec d'autres acteurs dans le secteur de la nutrition, et sur l'appui apporté par le PAM aux modules de la logistique et des télécommunications d'urgence. Des éclaircissements ont également été demandés sur l'exclusion de la composante relative à la résilience des petits exploitants agricoles et sur les risques associés aux programmes financés par le Gouvernement.
58. Le Secrétariat a assuré au Conseil que ses observations sur les catastrophes naturelles, la répartition des tâches et l'égalité des sexes seraient prises en compte. Aucune activité n'avait été supprimée, mais certaines seraient financées à partir d'autres sources et n'apparaissaient donc pas dans le programme de pays 200914.
59. Le Vice-Ministre du Ministère indonésien de la planification du développement national s'est adressé au Conseil, saluant cette nouvelle étape dans le long partenariat entre l'Indonésie et le PAM.

Augmentations budgétaires pour des activités de développement — Programme de pays Cambodge 200202 (2016/EB.1/8) (pour approbation)

60. Le Directeur de pays a fait observer que cette augmentation budgétaire faisait concorder le cycle de planification du PAM avec le nouveau PNUAD et contribuait à faire progresser le Cambodge sur la voie de la transition à la catégorie de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, escomptée d'ici à 2020.
61. Le Conseil a salué le rôle central joué par le Gouvernement dans le programme de pays; la coopération du PAM avec des organisations non gouvernementales, des coopératives et d'autres partenaires; le ciblage des communautés les plus vulnérables; et l'accroissement du recours aux transferts de type monétaire, notamment pour les activités de nutrition.
62. Les bourses en espèces avaient un impact positif sur la fréquentation scolaire, mais certains membres ont remis en question leur rôle vis-à-vis de la situation alimentaire et nutritionnelle. De la même façon, le rôle de conseil que le PAM pouvait jouer dans le domaine de l'adaptation au changement climatique restait flou. Les membres ont encouragé le bureau de pays à s'attacher à développer les capacités nationales dans la perspective de son retrait et à recenser les synergies possibles avec d'autres acteurs.
63. Le Directeur de pays a ajouté que le travail touchant la résilience des moyens d'existence s'appuyait sur les données communiquées par le Gouvernement et les analyses réalisées en continu par le bureau de pays à l'échelle locale. Le PAM élaborait des méthodes pour faciliter le transfert des responsabilités au Gouvernement, qui prévoyaient notamment l'utilisation de plateformes pour les activités relatives au changement climatique, ainsi que d'un système de services bancaires passant par la téléphonie mobile pour les bourses en espèces, que le Ministère de l'éducation commençait à utiliser à diverses fins dans tout le système éducatif. Les investissements du PAM permettaient d'acheter localement des produits alimentaires destinés au programme national d'alimentation scolaire, ce qui stimulait les économies locales.

Portefeuille d'activités dans la région Afrique de l'Ouest

64. La Directrice régionale pour l'Afrique de l'Ouest a fait observer que la nouvelle stratégie en matière de problématique hommes-femmes visait à sensibiliser le personnel à tous les niveaux grâce à une campagne intitulée *Look Behind the Fence* (Dépasser les barrières). Des études étaient en cours sur des sujets connexes, tels que la maîtrise par les femmes de leurs activités commerciales, et des mécanismes novateurs étaient mis en place pour atteindre la parité dans le recrutement et l'avancement du personnel. Les bureaux avaient établi un nouveau "vivier" régional consacré à l'assistance technique, pour que les compétences du personnel en poste dans toute la région puissent être mises à contribution en fonction des besoins dans les 20 bureaux de pays de la région. Les programmes régionaux de nutrition étaient centrés sur des projets communautaires de prévention du retard de croissance.
65. Les violences survenues dans le bassin du lac Tchad avaient entraîné le déplacement de 2,7 millions de personnes, et 5,6 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire étaient prises en charge dans le cadre de l'opération d'urgence lancée à l'échelle régionale; la sécurité des bénéficiaires et du personnel faisait l'objet d'une attention particulière. Au Nigéria, le PAM aidait le Gouvernement à recueillir des données sur la nutrition et à mettre au point des dispositifs fondés sur les transferts de type monétaire, afin de lutter contre une insécurité alimentaire généralisée. La situation politique se stabilisait en République centrafricaine, mais la moitié de la population ne parvenait pas à subvenir à ses besoins alimentaires de base. Le virus Ebola avait presque disparu en Afrique de l'Ouest; le PAM continuait de venir en aide aux personnes atteintes. L'Union africaine avait approuvé la priorité accordée par les pays aux programmes d'alimentation scolaire.
66. Le Conseil a appuyé les approches régionales décrites et demandé des éclaircissements sur les besoins des bureaux de pays, notamment en matière de problématique hommes-femmes, de droits liés à la procréation et d'autonomisation des femmes, et sur la situation en République centrafricaine.

67. La Directrice régionale a fait observer qu'une meilleure sensibilisation à la problématique hommes-femmes à tous les niveaux permettrait de cerner plus aisément les domaines qui nécessitaient une attention particulière. Une manifestation spéciale sur la République centrafricaine se tiendrait immédiatement après le Conseil.

Programmes de pays — Guinée-Bissau 200846 (2016–2020) (2016/EB.1/9) (pour approbation)

68. Le Directeur de pays a présenté le programme de pays, qui avait été élaboré en concertation avec le Gouvernement et d'autres parties prenantes dans le pays, en s'appuyant sur les interventions précédentes et en mettant l'accent sur la réalisation en Guinée-Bissau du deuxième ODD. Le programme de pays concordait avec la stratégie de développement quinquennale du Gouvernement et bénéficiait du ferme soutien des donateurs.
69. Le Conseil a accueilli favorablement le programme de pays, notant les retombées économiques pour les communautés locales des activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A), des transferts de type monétaire et de l'utilisation de produits locaux dans les repas scolaires. Les femmes étant davantage touchées par la pauvreté que les hommes, l'accent mis sur la lutte contre les inégalités entre les sexes était particulièrement adapté. Les membres ont rappelé les résultats positifs de programmes de pays similaires dans d'autres pays africains sortant d'une longue période d'instabilité politique. Ils ont noté que le programme de pays prévoyait le transfert progressif de la responsabilité du programme de repas scolaires au Gouvernement.
70. Le Directeur de pays a ajouté que les résultats d'un programme pilote de transferts de type monétaire n'étaient pas encore disponibles. Le PAM maintiendrait toutefois la filière d'approvisionnement en vivres, car les transferts de type monétaire ne pouvaient pas être utilisés dans toutes les zones couvertes par le programme de pays.
71. À l'issue de l'approbation du programme de pays, le Ministre de l'éducation de la Guinée-Bissau a confirmé que son Gouvernement se félicitait de sa collaboration avec le PAM et s'engageait à la poursuivre.

Région Afrique australe: tour d'horizon régional

72. Le Directeur régional a décrit la situation désastreuse sur le plan de la sécurité alimentaire en Afrique australe, où 14 millions de personnes souffraient de la faim à la suite des très mauvaises récoltes de l'année précédente. La sécheresse en cours due au phénomène El Niño avait aggravé une situation déjà alarmante: des catastrophes s'étaient déclarées dans plusieurs pays et des analyses récentes indiquaient que, dans la région, 50 millions de personnes étaient exposées aux répercussions d'El Niño. Les personnes pauvres adoptaient des stratégies de survie préjudiciables comme la vente de bétail à bas prix, et dans certains pays, des signes faisaient apparaître une aggravation des niveaux de malnutrition chez les enfants. Les perspectives régionales déjà mauvaises étaient assombries par: i) la détérioration de la situation économique – les cours du cuivre zambien et du pétrole angolais s'étaient effondrés, les devises perdaient de la valeur et les prix du maïs flambaient dans certains pays; ii) les régimes météorologiques perturbés, qui réduisaient la disponibilité en eau – au Zimbabwe, le barrage de Kariba n'était qu'à 12 pour cent de sa capacité; et iii) un grave déficit de financement des opérations dans plusieurs bureaux de pays du PAM. Le bureau régional avait lancé un plan de préparation à l'échelle régionale, prévoyant de déployer des techniques mobiles novatrices d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, et d'évaluer l'état des chaînes d'approvisionnement régionales.
73. Le Conseil a convenu que des mesures urgentes s'imposaient, et il a noté que les gouvernements et organismes de la région, notamment la Communauté de développement de l'Afrique australe et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe, coordonnaient leurs actions avec celles du PAM, de la FAO et d'autres organisations pour préserver la sécurité alimentaire, répondre aux problèmes liés au changement climatique et préserver les acquis du développement obtenus ces dernières années.
74. En réponse aux questions du Conseil, le Directeur régional a expliqué que des dispositifs commerciaux étaient à l'étude pour appuyer l'accroissement des importations de produits alimentaires dans certains pays. Les programmes du PAM seraient élargis pour englober

davantage de personnes en situation d'insécurité alimentaire et renforcer l'utilisation des transferts de type monétaire, le cas échéant.

75. Le Directeur exécutif adjoint a confirmé au Conseil que le PAM, de par sa solide expérience, contribuerait à prévenir une catastrophe régionale, avec le concours majeur de la Communauté de développement de l'Afrique australe. En mars, le PAM et la FAO feraient ensemble un point sur la situation à l'intention des membres.

Région Afrique de l'Est et Afrique centrale: tour d'horizon régional

76. La Directrice régionale a présenté les activités du PAM dans toute la région. Alors que le pire phénomène El Niño de l'histoire sévissait, 18 millions de personnes en Éthiopie avaient besoin d'aide, malgré le recul de la vulnérabilité engendré par les programmes gouvernementaux de développement et de protection sociale. Les progrès réalisés en matière de développement étaient en péril, et de graves déficits de financement entravaient la contribution du PAM à l'action humanitaire menée par le Gouvernement pour faire face à la sécheresse. En outre, les inondations et la sécheresse liées à El Niño avaient augmenté les besoins en Somalie et au Kenya.
77. Même si le dialogue s'améliorait progressivement entre le Gouvernement et l'opposition, le conflit perdurait au Soudan du Sud, tandis que l'instabilité économique et les récoltes médiocres renforçaient les besoins d'assistance. Les précipitations rendant de vastes zones inaccessibles pendant le deuxième semestre, la mise en place anticipée de produits était indispensable mais difficile. L'instabilité politique se répercutait également sur la situation humanitaire et économique du Burundi, si bien qu'un nombre croissant de personnes en situation d'insécurité alimentaire nécessitaient une assistance.
78. Les priorités du bureau régional englobaient l'exécution du Plan d'action concernant la problématique hommes-femmes, à commencer par la gestion des connaissances pour déterminer les activités à privilégier en matière d'autonomisation des femmes; la transposition à plus grande échelle des transferts de type monétaire dans les zones où les conditions s'y prêtaient; et la sensibilisation pour lutter contre le sous-financement.
79. Le Conseil a remercié la Directrice régionale pour le précieux travail réalisé par le PAM dans la région. Les membres se sont dits satisfaits de l'utilisation accrue des transferts de type monétaire, tout en mettant en garde contre les effets inflationnistes possibles sur les économies locales. Ils ont encouragé le bureau régional à poursuivre sa coopération en matière de transferts de type monétaire avec d'autres organismes, et ont dit attendre avec intérêt les résultats d'une analyse économique de ce dispositif qui était en cours. Ils ont estimé que l'on pourrait envisager de faire connaître les effets positifs durables des programmes de développement mis en œuvre par le Gouvernement, pour servir d'exemple à d'autres gouvernements.
80. La Directrice régionale a ajouté que des transferts de type monétaire n'étaient mis en place qu'après une analyse attentive du contexte; le bureau régional avait recours à diverses modalités de transfert, et passait de l'une à l'autre. Une réunion d'information sur les transferts de type monétaire était prévue en juillet.

Région Amérique latine et Caraïbes: tour d'horizon régional

81. Le Directeur régional a évoqué les répercussions du phénomène El Niño dans la région, en particulier dans le "couloir de la sécheresse" en Amérique centrale et en Haïti. En Amérique centrale, le PAM avait appuyé les efforts déployés par les pays pour se relever de la crise; il avait prêté assistance à 1 million de bénéficiaires en situation d'insécurité alimentaire directement touchés par la sécheresse. Jusqu'en août 2016, le plan était de venir en aide à 600 000 bénéficiaires en situation d'insécurité alimentaire grave; le Guatemala et le Honduras avaient été inclus dans le récent appel lancé par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Une opération d'urgence était prévue pour remédier aux graves effets de la sécheresse en Haïti au moyen de transferts d'espèces. Le redressement et le renforcement de la résilience seraient facilités grâce au développement des capacités relatives à la création d'actifs et aux moyens d'existence, pour un coût estimé à plus de 80 millions de dollars.

82. Au Paraguay, le PAM appuyait les mesures prises par les instances gouvernementales pour faire face aux inondations au moyen de transferts monétaires d'urgence. En Bolivie, la sécheresse et les inondations avaient nécessité des interventions sous la forme de transferts de type monétaire. Le PAM aidait les gouvernements colombien et équatorien à se préparer aux situations d'urgence et contribuait à des évaluations rapides des besoins au Pérou.
83. Les migrations et les déplacements intérieurs s'étaient intensifiés dans toute la région; le PAM travaillait avec l'Organisation internationale pour les migrations et l'Organisation des États américains à une étude sur les liens existant entre la migration, l'insécurité alimentaire et la violence dans le nord de l'Amérique centrale.
84. Le bureau régional avait mis en ligne un document portant sur l'expérience du PAM en matière d'appui aux programmes nationaux d'alimentation scolaire dans la région et sur les futures stratégies à mettre en œuvre dans la région; le document était disponible sur la page Web du Conseil. Grâce à l'alimentation scolaire, le PAM venait en aide à 2 millions d'enfants dans six pays de la région.
85. L'Organisation mondiale de la Santé avait récemment décrété que le virus Zika constituait une urgence de santé publique. Le bureau régional avait établi un groupe de travail chargé de formuler des recommandations sur les mesures à prendre pour assurer la sécurité du personnel et contribuer aux interventions sanitaires menées sous l'égide des gouvernements nationaux et du système des Nations Unies.
86. Le Conseil a remercié le Directeur régional de ses explications détaillées, appuyé l'appel en faveur de Haïti, et plaidé pour que la coopération Sud-Sud, l'appui technologique et le savoir-faire soient mobilisés en vue de surmonter les difficultés existant à l'échelle régionale.
87. En réponse aux questions posées, le Directeur régional a décrit plus en détail l'utilisation des transferts de type monétaire en Haïti.

Questions d'administration et de gestion

Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM (2016/EB.1/10) (*pour examen*)

88. Le Secrétariat a fait observer qu'il avait donné suite à 59 recommandations du Corps commun d'inspection (CCI) appelant une action du PAM; le dossier de 40 recommandations avait pu être clos pendant la période considérée. Le groupe de travail constitué des membres suppléants du Bureau examinait les recommandations qui étaient adressées au Conseil.
89. Les membres du Conseil ont félicité le PAM pour la suite donnée aux recommandations du CCI et l'information communiquée à cet égard. Ils ont relevé que: i) la formation en déontologie devait être achevée avant la fin de 2016; ii) le Secrétariat envisagerait d'inclure des calendriers dans les rapports du PAM sur la mise en œuvre des recommandations du CCI; et iii) la question de l'emploi à long terme de personnel non fonctionnaire était à l'examen compte tenu des incertitudes entourant le financement du PAM et de la nécessité de pouvoir disposer rapidement de capacités supplémentaires. Le Conseil a noté que les statistiques sur le recrutement de non-fonctionnaires par le PAM figureraient dans le Rapport annuel sur les résultats.

ANNEXE I**Décisions et recommandations****Adoption de l'ordre du jour**

Le Conseil a adopté l'ordre du jour.

8 février 2016

Élection du Bureau et désignation du Rapporteur

Conformément à son Règlement intérieur, le Conseil a élu S.E. Mme Stephanie Hochstetter Skinner-Klée (Guatemala, Liste C) aux fonctions de Président pour un mandat d'un an. Mme Angélica Jácome (Panama, Liste C) a été élue suppléante.

Le Conseil a élu M. Vimlendra Sharan (Inde, Liste B) aux fonctions de Vice-Président. S.E. M. Majid Dehghan-Shoar (République islamique d'Iran, Liste B) a été élu suppléant.

Le Conseil a élu membres du Bureau pour un mandat d'un an, en tant que représentants des trois autres listes électorales du PAM: Mme Anna-Marie Moulton (Afrique du Sud, Liste A), Mme Vibeke Gram Mortensen (Danemark, Liste D) et M. Zoltán Kálmán (Hongrie, Liste E). Ont été élus suppléants: S.E. M. Mohammed S. L. Sheriff (Libéria, Liste A), M. Osamu Kubota (Japon, Liste D) et M. Andrzej Halasiewicz (Pologne, Liste E).

En application de l'article XII de son Règlement intérieur, le Conseil a nommé M. Benito Santiago Jiménez Sauma (Mexique, Liste C) Rapporteur de la première session ordinaire de 2016.

8 février 2016

Les décisions et recommandations figurant dans le présent rapport seront mises en œuvre par le Secrétariat à la lumière des délibérations du Conseil, dont les principales observations seront consignées dans le résumé des travaux de la session.

Questions stratégiques actuelles et futures

2016/EB.1/1

Introduction liminaire de la Directrice exécutive

Le Conseil a pris note de la présentation faite par la Directrice exécutive. Les principaux points de cet exposé et les observations du Conseil figureraient dans le résumé des travaux de la session.

8 février 2016

Questions de politique générale

2016/EB.1/2

Examen à mi-parcours du Plan stratégique du PAM pour 2014-2017

Le Conseil a pris note du document intitulé "Examen à mi-parcours du Plan stratégique du PAM pour 2014-2017" (WFP/EB.1/2016/4-A), en tenant compte des questions qu'il a soulevées lors de ses débats.

8 février 2016

2016/EB.1/3 **Plan d'action concernant la problématique hommes-femmes**
Le Conseil a pris note du document intitulé "Plan d'action concernant la problématique hommes-femmes" (WFP/EB.1/2016/4-B), en tenant compte des questions qu'il a soulevées lors de ses débats.

8 février 2016

2016/EB.1/4 **Déclaration relative à l'appétence pour le risque**
Le Conseil a pris note du document intitulé "Déclaration relative à l'appétence pour le risque" (WFP/EB.1/2016/4-C), en tenant compte des questions soulevées lors de ses débats.

8 février 2016

Portefeuille d'activités dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale

2016/EB.1/5 **Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités dans l'État de Palestine (2011–mi-2015) et réponse de la direction**
Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités dans l'État de Palestine (2011–mi-2015)" (WFP/EB.1/2016/5) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.1/2016/5/Add.1 + Corr.1, et a invité à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions qu'il a soulevées lors de ses débats.

9 février 2016

2016/EB.1/6 **Programmes de pays—Tadjikistan 200813 (2016-2020)**
Le Conseil a approuvé le programme de pays Tadjikistan 200813 (2016–2020) (WFP/EB.1/2016/6/3), qui requérait 64 624 tonnes de produits alimentaires représentant un montant de 39,0 millions de dollars É.-U., pour un coût total pour le PAM de 80,6 millions de dollars.

9 février 2016

Portefeuille d'activités dans la région Asie et Pacifique

2016/EB.1/7 **Programmes de pays—Indonésie 200914 (2016–2020)**
Le Conseil a approuvé le programme de pays Indonésie 200914 (2016–2020) (WFP/EB.1/2016/6/2), dont le coût total pour le PAM se chiffrait à 14,8 millions de dollars.

9 février 2016

2016/EB.1/8 **Augmentations budgétaires pour des activités de développement—Programme de pays Cambodge 200202**
Le Conseil a approuvé l'augmentation budgétaire de 46,4 millions de dollars proposée pour le programme de pays Cambodge 200202 (WFP/EB.1/2016/7), ainsi que la prolongation de ce programme pour une durée de 30 mois allant du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2018.

9 février 2016

Portefeuille d'activités dans la région Afrique de l'Ouest

2016/EB.1/9

Programmes de pays—Guinée-Bissau 200846 (2016–2020)

Le Conseil a approuvé le programme de pays Guinée-Bissau 200846 (2016-2020) (WFP/EB.1/2016/6/1), lequel requérait 21 720 tonnes de produits alimentaires représentant un montant de 23 millions de dollars et des transferts de type monétaire pour un montant de 4,8 millions de dollars, soit un coût total pour le PAM de 38,3 millions de dollars.

*9 février 2016***Questions d'administration et de gestion**

2016/EB.1/10

Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM

Le Conseil a pris note des informations et recommandations figurant dans le document intitulé "Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM" (WFP/EB.1/2016/10*).

*10 février 2016***Résumé des travaux du Conseil d'administration**

2016/EB.1/11

Résumé des travaux de la deuxième session ordinaire de 2015 du Conseil d'administration

Le Conseil a approuvé le document intitulé "Projet de résumé des travaux de la deuxième session ordinaire de 2015 du Conseil d'administration", dont la version finale serait disponible sous la cote WFP/EB.2/2015/15.

10 février 2016

ANNEXE II**Ordre du jour provisoire**

1. **Adoption de l'ordre du jour** (*pour approbation*)
2. **Élection du Bureau et désignation du Rapporteur**
3. **Questions stratégiques actuelles et futures**
4. **Questions de politique générale**
 - a) Examen à mi-parcours du Plan stratégique pour 2014–2017 (*pour examen*)
 - b) Plan d'action concernant la problématique hommes-femmes (*pour examen*)
 - c) Déclaration relative à l'appétence pour le risque (*pour examen*)
 - d) Point sur la politique en matière de nutrition (*pour information*)
 - e) Point sur la stratégie en matière de personnel (*pour information*)
 - f) Point sur la feuille de route intégrée pour le Plan stratégique pour 2017-2021, l'approche de la planification stratégique par pays et l'examen du cadre de financement (*pour information*)
5. **Rapports d'évaluation** (*pour examen*)
 - Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités dans l'État de Palestine et réponse de la direction

Questions opérationnelles

6. **Programmes de pays** (*pour approbation*)
 - Guinée-Bissau 200846
 - Indonésie 200914
 - Tadjikistan 200813
7. **Projets soumis au Conseil d'administration pour approbation** (*pour approbation*)

Augmentations budgétaires pour des activités de développement

 - Programme de pays Cambodge 200202
8. **Rapports de la Directrice exécutive sur des questions opérationnelles** (*pour information*)
 - a) Projets de développement approuvés par la Directrice exécutive entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015
 - Timor-Leste 200770
 - b) Augmentations budgétaires pour des activités de développement approuvées par la Directrice exécutive entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015
 - c) Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement approuvées par la Directrice exécutive entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2015
 - d) Opérations d'urgence approuvées par la Directrice exécutive ou par la Directrice exécutive et le Directeur général de la FAO entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2015
9. **Questions d'organisation et de procédure**
 - Programme de travail du Conseil d'administration pour l'exercice biennal 2016-2017 (*pour information*)
10. **Questions d'administration et de gestion**
 - Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM (*pour examen*)

11. *Résumé des travaux de la deuxième session ordinaire de 2015 du Conseil d'administration (pour approbation)*
12. *Questions diverses*
13. *Vérification des décisions et recommandations adoptées*

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
CCI	Corps commun d'inspection
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ODD	objectif de développement durable
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement